



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 38 du 15 octobre 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 octobre 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	640
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	640
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	640
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	640
Extrait de l'arrêté du 1 ^{er} octobre 2008 modificatif à la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites	640
Extrait de l'arrêté du 10 octobre 2008 relatif à la composition de la commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur en Meurthe-et-Moselle	640
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières.....	640
Arrêté n° 08.BMSSE.67 du 13 octobre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles	640
Arrêté n° 07.BMSSE.68 du 13 octobre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Francis GIROUX, directeur des relations avec les collectivités locales.....	641
Arrêté n° 08.BMSSE.69 du 13 octobre 2008 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine	642
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	643
Bureau de la citoyenneté	643
Elections aux conseils de prud'hommes - <i>Scrutin du 3 décembre 2008</i> - Arrêté du 1 ^{er} octobre 2008 portant constitution de la commission de propagande électorale.....	643
Elections aux conseils de prud'hommes - <i>Scrutin du 3 décembre 2008</i> - Arrêté du 13 octobre 2008 fixant les tarifs d'impression des documents de propagande électorale.....	643
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	643
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	643
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 08-2182 des 21 août 2008 (Meurthe-et-Moselle) et du 29 août 2008 (Meuse) approuvant les nouveaux statuts du Syndicat des Eaux H. Lafon de Ladebat.....	643
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 30 septembre 2008 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) autorisant l'adhésion de la communauté de communes du pays Haut Val d'Alzette au syndicat mixte de traitement des ordures ménagères (SMTOM) de la région de Villerupt.....	644
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 30 septembre 2008 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois qui porte désormais le nom de « syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville »	644
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	644
Extrait de l'arrêté du 3 octobre 2008 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Mad à l'Yron.....	644
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	644
Extrait de l'arrêté du 3 octobre 2008 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire de Laneuveville-aux-Bois.....	644
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	645
Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2008 portant modification des statuts de la communauté de communes des 3 vallées.....	645
Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2008 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la zone d'activités économiques de Thiaucourt Regnieville.....	645
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	645
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	645
Extrait de l'arrêté n° 189/08 du 25 septembre 2008 du directeur de l'A.R.H. de Lorraine	645
Service actions et établissements de santé	645
Extrait de l'arrêté n° 10 du 26 septembre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL).....	645
Extrait de l'arrêté n° 15 du 1 ^{er} octobre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE	646
Extrait de l'arrêté n° 28 du 6 octobre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy	646
Extrait de l'arrêté n° 29 du 3 octobre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port	647
DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE	647
Décision d'homologation de dispositions générales du 30 septembre 2008	647
SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE	647
Extrait de l'arrêté du 29 septembre 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle.....	647
Avenant n° 76 du 16 juillet 2008 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle – idCC : 9541	648
Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2008 portant nomination des membres du Comité Pluridépartmental du Fonds Social de l'Assurance Maladie des Exploitants Agricoles	648
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	649
Division d'exploitation de Metz.....	649
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-073 en date du 2 octobre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection des joints de chaussée sur l'ouvrage N° 90 de A31 au PR 233+270	649
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	649
Arrêté du 7 octobre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales	649
Service actions et établissements de santé	650
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC N° 01050-08 du 30 septembre 2008 portant modification de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 9 square de Liège à Vandoeuvre-lès-Nancy - Autorisation n° 54-21	650
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/DB/MC N° 01051-08 du 30 septembre 2008 portant modification statutaire de la société d'exercice libéral en commandite par actions « Laboratoire médico biologique CINQUALBRE-PAULUS » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54000) - Agrément SELCA 08 - Autorisation n° 54-10 - Autorisation n° 54-21 - Autorisation n° 54-75	650
Service solidarité autonomie.....	650
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 940 du 8 octobre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison Hospitalière de Baccarat	650
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1082 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reconductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Briey (n° FINESS EJ : 54 000 0767)	651
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1083 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reconductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Hôpital local intercommunal 3H Santé de Cirey-sur-Vezouze (n° FINESS EJ : 54 001 9007).....	651
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1084 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reconductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) et au service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées du Centre de Moyen Séjour de Faulx (n° FINESS EJ : 54 000 0262)	651

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1085 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Lunéville (n° FINESS EJ : 54 000 0080).....	651
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1086 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port (n° FINESS EJ : 54 000 0114)	652
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1087 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Toul (n° FINESS EJ : 54 000 0049).....	652
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1088 du 3 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que sur l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) autonome "Sœur Julie" de Gerbéviller (n° FINESS ET : 54 000 2573).....	652
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1089 du 3 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que sur l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) autonome "La Roseraie" de Longuyon (n° FINESS ET : 54 000 0791)	652
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1090 du 3 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que sur l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) autonome "Saint François d'Assise" de Pont-à-Mousson (n° FINESS ET : 54 000 2623).....	652
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1091 du 3 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que sur l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) autonome de Rosières-aux-Salines (n° FINESS ET : 54 000 2466).....	653
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1092 du 3 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que sur l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt (n° FINESS ET : 54 000 2631)	653
Service santé - environnement	653
Arrêté préfectoral du 2 octobre 2008 relatif à la dérivation et l'établissement des périmètres de protection des captages d'eau destinés à la consommation humaine par la Communauté Urbaine du Grand Nancy (prise d'eau directe en Moselle sur la commune de Méréville et prise d'eau dans les anciennes gravières formant la réserve d'eau de Richardménéil) en communes de Benney, Flavigny-sur-Moselle, Méréville, Messein, Richardménéil et Tonnoy qui ont été déclarés d'utilité publique et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	653
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	653
Service association foncière	653
Extrait de l'arrêté 2008/AF/233 du 13 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Friaucourt.....	653
Extrait de l'arrêté 2008/AF/234 du 13 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Petit-Failly	653
Extrait de l'arrêté 2008/AF/238 du 22 juillet 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Vandeleuille.....	654
Extrait de l'arrêté 2008/AF/239 du 22 juillet 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Villers-en-Haye.....	654
Extrait de l'arrêté 2008/AF/241 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière d'Einvillle-au-Jard.....	654
Extrait de l'arrêté 2008/AF/242 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Hoerville	654
Extrait de l'arrêté 2008/AF/243 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Landecourt	654
Extrait de l'arrêté 2008/AF/244 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Rechicourt-la-Petite.....	655
Extrait de l'arrêté 2008/AF/245 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Thiebaumenil-2.....	655
Extrait de l'arrêté 2008/AF/246 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Vigneulles.....	655
Extrait de l'arrêté 2008/AF/249 du 1 ^{er} août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Jeandelaincourt.....	655
Extrait de l'arrêté 2008/AF/251 du 1 ^{er} août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Lesmenils-1	655
Extrait de l'arrêté 2008/AF/252 du 1 ^{er} août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Leyr.....	656
Extrait de l'arrêté 2008/AF/304 du 25 septembre 2008 portant modification de la composition du bureau de l'association foncière de Haraucourt	656
Extrait de l'arrêté 2008/AF/311 du 25 septembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Griport	656
Extrait de l'arrêté 2008/AF/312 du 29 septembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Ville-au-Montois.....	656
Extrait de l'arrêté 2008/AF/313 du 29 septembre 2008 portant modification de la composition du bureau de l'association foncière de Fresnois-la-Montagne	656
Extrait de l'arrêté 2008/AF/314 du 29 septembre 2008 portant modification de la composition du bureau de l'association foncière de Rozelieures	657
Extrait de l'arrêté 2008/AF/316 du 22 septembre 2008 portant dissolution de l'association foncière de Malavillers.....	657
Service économie agricole et aménagement foncier.....	657
Extrait de la décision du 22 septembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lachaussée - Sponville - Xonville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2606.....	657
Extrait de l'arrêté DDAF 2008/319/LB/JV (n° 2) du 30 septembre 2008 constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2008.....	657
Extrait de l'arrêté 2008/321 du 30 septembre 2008 fixant le stabilisateur départemental des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels au titre de la campagne 2008 dans le département.....	657
Service environnement - eau	658
Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2008 instituant des réserves de pêche en 2009 sur la Meurthe et la Vezouze	658
Service forêt, chasse et milieux naturels.....	658
Extrait de l'arrêté n° 2008/315 du 18 septembre 2008 autorisant le tir du Grand cormoran (Phalacrocorax carbo sinensis) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2008/2009	658
Extrait de l'arrêté n° 2008/325 du 26 septembre 2008 prononçant une distraction et une application du régime forestier - commune de Ancerville	659
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	659
Extrait de la décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 1 ^{er} octobre 2008 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association ASSISTANCE VIE A DOMICILE - 23 avenue Foch - 54270 ESSEY LES NANCY	659
Extrait de la décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 1 ^{er} octobre 2008 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association CARREFOUR JEUNESSE - Allée du Parc - Centre Socio Culturel - 54910 VALLEROY	659

AUTRES SERVICES	659
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ	659
Secrétariat général.....	659
Service des affaires juridiques et contentieuses.....	659
Arrêté de délégation rectorale de signature du 14 octobre 2008 à Monsieur l'Inspecteur d'académie, Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle	659
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	660
Délégation de signature du 8 octobre 2008 relative à l'engagement et à la liquidation de certaines opérations de dépenses	660
AVIS ET COMMUNICATIONS	660
AUTRES SERVICES	660
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	660
Extrait de la décision du 12 septembre 2008 concernant un acte réglementaire relatif à la suppression de la déclaration de ressources pour les prestations familiales	660

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction du développement durable et des politiques interministérielles***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement***Extrait de l'arrêté du 1^{er} octobre 2008 modificatif à la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté du 13 novembre 2006 portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites relatif à la formation spécialisée dite "de la nature" est modifié comme suit :

2-2 : Collège des élus :

Maires :

Titulaire : M. Michel CLAIRE, maire de BAYON

Suppléant : M. Claude BOURA, maire de XOUSSE

Etablissements publics de coopération intercommunale :

Titulaire : M. Jean-Marie LECLERE représentant la communauté de communes de la Mortagne et maire de VATHIMENIL

Suppléant : M. Pascal BURGAIN représentant la communauté de communes de la Mortagne et maire de MAGNIERES

Art. 2 : L'article 3 de l'arrêté du 13 novembre 2006 susvisé relatif à la formation spécialisée dite "des sites et paysages" est modifié comme suit :

3-2 : Collège des élus :

Maires :

Suppléant : M. Jean-Pierre MAURER, maire de MOUSSON

Etablissements publics de coopération intercommunale :

Suppléant : M. Claude BOURA représentant la communauté de communes du Pays de la Vezouze et maire de XOUSSE

Art. 3 : L'article 4 de l'arrêté du 13 novembre 2006 susvisé relatif à la formation spécialisée dite "de la publicité" est modifié comme suit :

4-2 : collège des élus :

Titulaires : M. Alain BOULANGER, maire de FLEVILLE-devant-NANCY et M. Laurent TROGRIC, maire de POMPEY

Suppléants : M. Christian PORTELANCE, maire de MAIDIERES et Mme Nicole FEIDT, maire de TOUL

Art. 4 : L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 susvisé relatif à la formation spécialisée dite "des carrières" est modifié comme suit :

5-2 : collège des élus :

Maires :

Suppléant : M. Luc MARTIN, maire de BENNEY

Etablissements publics de coopération intercommunale :

Suppléant : M. René BOURGEOIS représentant la communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois et maire de VARANGEVILLE

Art. 5 : L'article 5 bis de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 susvisé relatif à la formation spécialisée dite "de la faune sauvage captive" est modifié comme suit :

5 bis-2 : collège des élus :

Titulaires : M. André FAVRE, maire de LOISY et M. Raymond FRENOT, maire de MANONCOURT-EN-WOEVRE

Suppléants : M. Jean-Paul FRANCOIS, maire de FLIN et M. Jean-Pierre CALLAIS, maire de MONT-LE-VIGNOBLE

Art. 6 : Le mandat des membres visé aux articles précédents expirera le 12 novembre 2009. Ce mandat est renouvelable.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée aux membres de la commission.

Nancy, le 1^{er} octobre 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 10 octobre 2008 relatif à la composition de la commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur en Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur, présidée par M. le Président du Tribunal Administratif ou par le magistrat qu'il délègue, est ainsi composée :

Représentants des administrations de l'État

- le représentant du Préfet de Meurthe-et-Moselle,

- le Directeur régional de l'environnement ou son représentant

- le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant,

- le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,

- le Directeur départemental de l'équipement ou son représentant

Représentants des élus

Désignés par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

- M. Jean-Paul BOLMONT, membre titulaire,

- M. Maurice VILLAUME, membre suppléant.

Désignés par l'Association des Maires de Meurthe-et-Moselle

- M. Claude BOURA, maire de XOUSSE, membre titulaire,

- M. Pascal JACQUEMIN, maire de VILLERS-les-NANCY, membre suppléant.

Personnes nommées en vertu de leur qualification en matière de protection de l'environnement

Association FLORE 54

- M. Reynald RIGOLOT, membre titulaire,

- M. Laurent KINDT, membre suppléant.

Association EDEN

- M. Serge HERBUVAUX, membre titulaire,

- Mme Chantal MANET, membre suppléant.

Art. 2 : Les membres titulaires ou suppléants de la commission, autres que les représentants des administrations de l'État, sont nommés pour trois ans.

Le mandat des membres de la commission est renouvelable.

Les représentants des élus, qui perdent la qualité au titre de laquelle ils siègent, perdent leur qualité de membre de la commission. Leurs remplaçants seront nommés pour la durée restant à courir de leur mandat.

Art. 3 : Les membres de la commission siègent avec voix délibérative.

La commission délibère à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas d'égalité.

Art. 4 : La commission ne peut délibérer que si la moitié de ses membres est présente.

Si ce quorum n'est pas atteint, le Président devra convoquer à nouveau la commission sur le même ordre du jour en précisant qu'aucun quorum ne sera exigé. La commission pourra ainsi valablement délibérer sans condition de quorum.

Art. 5 : La liste d'aptitude est arrêtée par la commission pour chaque année civile.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 est abrogé.

Art. 7 : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 10 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières**Arrêté n° 08.BMSSE.67 du 13 octobre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu le décret N° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret N° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'État effectuée au plan local ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté ministériel n°04/1377/A du 10 novembre 2004 nommant Monsieur Jacques SABLAYROLLES directeur des services de préfecture ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 septembre 2008 nommant Monsieur Jacques SABLAYROLLES conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur du développement durable et des politiques interministérielles à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 22 septembre 2008, pour une période de cinq ans ;

Vu l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation, modifié par l'arrêté préfectoral du 27 février 2006 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, à l'effet de signer :

I - POUR L'ENSEMBLE DES BUREAUX DE LA DIRECTION

tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- la saisine des différents services pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,

- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,

- les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des élus ou des particuliers,

- les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
- les lettres de notification de décisions administratives, arrêtés préfectoraux et conventions,

- les visas des pièces annexées aux arrêtés d'enquêtes publiques.

II - POUR LE BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (D.D.D.P.I./1)

- les décisions concernant la vente des coupes de bois,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun et les enquêtes parcellaires prescrites au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun prescrites au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,
- les récépissés de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau,
- les autorisations d'importation de déchets étrangers,
- les arrêtés portant dérogation à l'assainissement non collectif,
- les arrêtés autorisant la création ou l'exploitation des piscicultures,
- les arrêtés autorisant l'ouverture d'établissements d'élevage ou de vente d'animaux d'espèces non domestiques,
- les certificats de capacité pour exercer l'élevage, l'entretien, la vente ou le transit d'animaux d'espèces non domestiques,
- les conventions de servitudes pour des ouvrages déclarés d'utilité publique.

III - POUR LE BUREAU DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (D.D.D.P.I./2)

- les décisions concernant la recevabilité des dossiers soumis à la C.D.E.C,
- les arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants de rapatriés,
- les arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés,
- les notifications d'attributions ou de refus de ces rentes et de ces aides,
- les indemnités pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives,

IV - POUR LE BUREAU DU MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DES AFFAIRES FINANCIÈRES (D.D.D.P.I./3)

- les accusés de réception des demandes de subvention,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions européennes,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions FNADT déposés dans le cadre des pôles d'excellence rurale (PER),
- les arrêtés d'admission en non-valeur du trésorier-payeur général,
- les arrêtés d'avance sur le produit des impositions,
- les formules exécutoires apposées sur les titres de perception émis par l'ordonnateur secondaire ou par l'un de ses délégués,
- les documents relatifs d'une part, à l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'État et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres et recettes de l'État, en application de l'article 15 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982,
- les contrats et lettres de commande faisant l'objet d'une procédure adaptée (seuil inférieur à 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux) , à l'exception des contrats de maîtrise d'œuvre.
- toutes pièces de marchés publics financés sur les crédits ordonnancés par le service, à l'exception des décisions attributives de marchés formalisés (au-dessus du seuil 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux) et les pièces constitutives de ces marchés (actes d'engagement, cahiers des charges et bordereau de décomposition des prix).
- les actes, documents et copies conformes correspondant à une décision d'autorité en matière de gestion et de conservation du domaine public national et du domaine privé de l'Etat.

Art.2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction du développement durable et des politiques interministérielles assure la responsabilité de gestion.

Art.3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques SABLAYROLLES, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Madame Annie LEBEL, attachée principale, chef du bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement, ou par Madame Laurence STENGER, attachée principale, chef du bureau du management stratégique de l'État et des affaires financières, ou par Monsieur Daniel PUCELLE, attaché principal, chef du bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique.

Art.4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Jacques SABLAYROLLES, de Madame Annie LEBEL, de Madame Laurence STENGER et de Monsieur Daniel PUCELLE, les délégations visées aux articles 1 et 2 ci-dessus, sont exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents ci-après désignés :

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement :

- Monsieur Guy-Michel DURIVAUX, attaché
- Madame Evelyne GAUVAIN, attachée
- Madame Dorine GRAVE, attachée
- Madame Brigitte DEDISSE, attachée

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique :

- Mademoiselle Dominique CRATELET, attachée
- Madame Laurence PIEKARSKI, attachée

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières :

- Mme Sophie ROUSSAUX, attachée, adjointe au chef de bureau
- Mmes Danièle GUIZOT et Farida CHAIB, secrétaires administratives, exclusivement en ce qui concerne la signature des pièces comptables et des documents de liquidation des marchés publics.

Art.5 : En cas d'absence simultanée de Monsieur Jacques SABLAYROLLES, de Madame Annie LEBEL, de Madame Laurence STENGER et de Monsieur Daniel PUCELLE ainsi que de leurs collaborateurs ayant reçu délégation de signature en application de l'article 5 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux agents énumérés ci-après à l'effet de signer les copies certifiées conformes pour les actes le nécessitant, les bordereaux de transmission et les bordereaux de télécopies pour ce qui relève de leurs attributions respectives :

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement :

- Mademoiselle Chantal MOITROT,
 - Monsieur Gérard BERNARDIN,
 - Madame Christine DEBAIZE,
 - Mademoiselle Dominique SALAS,
 - Mademoiselle Stéphanie RENARD,
 - Mademoiselle Laurence LAMESLE,
 - Monsieur Francis PIEKARSKI,
 - Mademoiselle Astrid HOFFMAN,
- Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique :

- Mademoiselle Thérèse BRUN,
- Madame Dominique DEMANGEON,
- Madame Michelle VAGNERRE,
- Mademoiselle Virginie ANDREWS,
- Mademoiselle Monique DE LUCA,
- Madame Dominique MICHEL,
- Monsieur Roger STEPHANT.

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières :

- Monsieur Franck MENEGATTI,
- Monsieur Stéphane BLAISE,
- Madame Marie-Claire GOT,
- Madame Danièle GUIZOT,
- Madame Corinne SMALCERZ,
- Madame Bernadette MERCIER,
- Madame Evelyne FEESER,
- Madame Farida CHAIB
- Monsieur Samuel GRIFFATON,
- Madame Isabelle HETHEIER,
- Mademoiselle Emilie ORY
- Madame Cécile CUNY,
- Monsieur Yannick POIROT.

Art.6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
- 7°) aux maires.

Art.7 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.74 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur SABLAYROLLES, directeur des relations avec les collectivités locales, est abrogé.

Art.8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 octobre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 07.BMSSE.68 du 13 octobre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Francis GIROUX, directeur des relations avec les collectivités locales

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel n° 04/1273/A du 26 octobre 2004 nommant Monsieur Francis Giroux directeur des services de préfecture ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 26 septembre 2008 nommant Monsieur Francis GIROUX conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur des relations avec les collectivités locales à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 22 septembre 2008, pour une période de cinq ans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation; modifié par l'arrêté préfectoral du 27 février 2006 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Francis GIROUX, directeur des relations avec les collectivités locales, à l'effet de signer pour l'ensemble des bureaux de la direction :

tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
- la saisine des différents services de l'État pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
- les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des particuliers ou des élus,
- les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
- les lettres de notification des décisions administratives, des arrêtés préfectoraux et des conventions,

ainsi que :

- les arrêtés attributifs du Fonds de compensation pour la T.V.A.,
- les arrêtés préfectoraux fixant le montant des indemnités à verser aux commissaires enquêteurs à la suite des enquêtes de commodo et incommode prescrites en vue de modifier les limites territoriales entre les communes.

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Francis GIROUX à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction des relations avec les collectivités locales assure la responsabilité de gestion.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Francis GIROUX, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Madame Christine SEIBT, attachée principale de préfecture dans la limite des attributions de Monsieur Francis GIROUX.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Francis GIROUX et de Madame Christine SEIBT, les délégations visées aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus, sont exercées par M. Gérard Geissler dans la limite des attributions de Monsieur Francis GIROUX.

Art. 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
- 7°) aux maires.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.41 du 6 mai 2008, accordant délégation de signature à Monsieur GIROUX, directeur du développement durable et des politiques interministérielles est abrogé.

Art. 7 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Francis GIROUX, directeur des relations avec les collectivités locales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 octobre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 08.BMSSE.69 du 13 octobre 2008 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du Ministère de l'Industrie et de la Recherche ;

Vu le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

Vu le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et aux conditions de désignation des Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

Vu les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 43 ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2008 nommant M. Alain LIGER en qualité de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine à compter du 6 octobre 2008 ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences de caractère départemental, pour la Meurthe-et-Moselle, tous documents et correspondances dans les domaines suivants :

1 - Développement industriel et technologique

Application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 susvisé.

2 - Carrières, mines, sous-sol et explosifs

2.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des législations concernant :

- la recherche et l'exploitation des substances minérales et de gîtes géothermiques,
- la gestion de l'après-mine,
- les stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
- les explosifs.

2.2 - Mesures de police des carrières en situation de péril imminent en application de l'article 107 du code minier à l'exclusion des procédures relevant de la législation sur les installations classées.

3 - Canalisations

3.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,

3.2 - Procès-verbaux d'épreuve de résistance et d'étanchéité de canalisation.

4 - Equipements sous pression et instruments de mesure

4.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux équipements sous pression et aux instruments de mesure,

4.2 - Agrément ou reconnaissance d'organismes de contrôle ou de services inspections,

4.3 - Surveillance des organismes de contrôle ou de services inspections reconnus et des détenteurs d'équipement sous pression et du marché des équipements sous pression,

4.4 - Aménagement aux obligations de contrôle et de surveillance,

4.5 - Vérifications primitives et périodiques des instruments de mesure réglementés,

4.6 - Surveillance des opérateurs dans le domaine de la métrologie légale, à l'exclusion des décisions de retrait d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale.

5 - Véhicules

5.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux véhicules,

5.2 - Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation :

- * des véhicules de transport en commun de personnes,
- * des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,
- * des véhicules et citernes de transport de matières dangereuses,

5.3 - Surveillance des centres de contrôles techniques de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant,

5.4 - Réceptions par type ou à titre isolé de véhicules,

5.5 - Surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

6 - Energie

6.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre de la législation relative aux lois sur l'énergie, l'électricité, le gaz et à la sécurité des barrages,

6.2 - Délivrance des certificats :

- * d'économie d'énergie,
- * d'obligation d'achat d'électricité.

7 - Environnement industriel

Instruction des demandes et surveillance au titre de :

- la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE),

- la législation sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,

- la loi sur les déchets,

- le règlement européen relatif aux transferts transfrontaliers de déchets.

Art. 2 : Sont exceptées de ces délégations les décisions qui, comprises dans les matières visées à l'article 1, mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des collectivités territoriales ou font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la Préfecture.

Art. 3 : M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 4 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinets),
- 3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 5 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.27 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. GOELLNER est abrogé.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. LIGER, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 13 octobre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau de la citoyenneté

Elections aux conseils de prud'hommes - Scrutin du 3 décembre 2008 -
Arrêté du 1^{er} octobre 2008 portant constitution de la commission de
propagande électorale

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code du travail et notamment les articles D1441-89 à D1441-100 ;
Vu le décret n° 2007-1623 du 16 novembre 2007 fixant la date du renouvellement général des conseillers prud'hommes ;
Vu la circulaire DGT 2008/08 du 10 juin 2008 du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité relative à l'organisation des élections prud'homales ;

ARRETE

Art. 1^{er} : En vue de l'élection des conseillers prud'homales du 3 décembre 2008, une commission de propagande est constituée.

Elle sera compétente pour les deux conseils de prud'hommes du département (Longwy et Nancy).

Elle sera installée le lundi 20 octobre 2008 à 14h30 à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, salle Louis Marin, 4, rue Lyautey à Nancy.

Cette commission est composée comme suit :

- Mlle Anne-Lise FUCHS, chef du bureau de la citoyenneté à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, présidente,
- M. Michel ROUSSEAU, représentant le trésorier-payeur général,
- M. Jean-Luc BENEZECH, représentant le directeur départemental de La Poste.
Le secrétariat de la commission sera assuré par Mme Odile SUTTONI, secrétaire administrative à la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : La commission chargée de la propagande électorale des candidats dont les déclarations de candidature auront été enregistrées à la préfecture devra :

- indiquer aux mandataires des listes de candidats le nombre et les caractéristiques des documents qu'ils sont autorisés à faire imprimer,
- faire connaître aux mandataires les tarifs maxima d'impression de ces documents,

- prendre note du nom de l'imprimeur désigné par chaque liste,
- faire préparer le libellé des enveloppes nécessaires à l'expédition des circulaires, des bulletins de vote des candidats et du matériel de vote par correspondance,
- contrôler les bulletins de vote et circulaires remis par les mandataires de listes,

- adresser, au plus tard le vendredi 21 novembre 2008, à tous les électeurs une circulaire et un bulletin de vote de chaque liste de candidats ainsi que le matériel de vote par correspondance (enveloppe de scrutin, enveloppe d'envoi et notice explicative sur le vote par correspondance),

- envoyer à chaque maire concerné, au plus tard le samedi 22 novembre 2008 à midi, les bulletins de vote de chaque liste en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits.

Art. 3 : Les mandataires peuvent participer aux travaux de la commission avec voix consultative.

Chaque candidat ou son mandataire devra remettre au président de la commission de propagande ses circulaires et bulletins de vote du lundi 3 novembre 2008 au jeudi 6 novembre 2008 à 18 heures.

Ces documents seront livrés au parc des expositions – RN 57 à Nancy selon les horaires suivants : les 3, 4 et 5 novembre de 9h à 17h et le 6 novembre de 9h à 18h. Le nombre des bulletins de vote doit être au moins égal au double du nombre des électeurs inscrits.

La commission n'est pas tenue d'assurer l'envoi des imprimés remis postérieurement à cette date.

Les circulaires et bulletins dont le format, le libellé ou l'impression ne répondent pas aux prescriptions légales ou réglementaires ne sont pas acceptés par la commission.

Art. 4 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur départemental de la poste sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à MM. les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, aux membres de la commission ainsi qu'au mandataire de chaque liste de candidats.

Nancy, le 1^{er} octobre 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Elections aux conseils de prud'hommes - Scrutin du 3 décembre 2008 -
Arrêté du 13 octobre 2008 fixant les tarifs d'impression des documents
de propagande électorale

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code du travail ;

Vu le décret n° 2007-1623 du 16 novembre 2007 fixant la date du renouvellement général des conseillers prud'hommes ;

Vu la circulaire DGT 2008/08 de M. le Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité du 10 juin 2008 relative à l'organisation des élections prud'homales ;

Vu l'avis émis le 9 octobre 2008 par la commission prévue par l'article D 1441-98 du code du travail sur les tarifs d'impression des documents électoraux ;
Sur proposition de M. le secrétaire général,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des circulaires et bulletins de vote engagés par les listes de candidats aux élections prud'homales du 3 décembre 2008 sont fixés de la manière suivante :

Circulaires- format 210 x 297 mm

Impression en une seule couleur sur papier blanc (une encre autre que le noir peut éventuellement être utilisée), 60 à 80 g/m² - tarifs hors taxe

recto	
. 1 000 exemplaires	195,00 €
. 1 000 suivants	26,05 €
. 10 000 exemplaires	398,20 €
. 1 000 suivants	23,95 €
recto-verso	
. 1 000 exemplaires	316,50 €
. 1 000 suivants	31,65 €
. 10 000 exemplaires	472,00 €
. 1 000 suivantes	26,55 €

Bulletins de vote

Impression uniquement à l'encre noire sur papier blanc, 60 à 80 g/m² -tarifs hors taxe

- format 148x210 mm	
. 1 000 exemplaires	127,60 €
. 1 000 suivants	19,40 €
. 10 000 exemplaires	278,75 €
. 1 000 suivants	16,75 €
- format 210x297 mm	
. 1 000 exemplaires	195,00 €
. 1 000 suivants	26,05 €
. 10 000 exemplaires	377,75 €
. 1 000 suivants	22,45 €

Art. 2 : Les prix ainsi fixés s'entendent hors taxes, papier fourni par l'imprimeur, frais de transport et de livraison compris. Les circulaires et bulletins de vote seront livrés au siège de la commission de propagande, à NANCY. Ces tarifs, qui constituent un maximum de remboursement et non un remboursement forfaitaire, ne peuvent s'appliquer qu'à des documents conformes aux dispositions de l'article R.39 du code électoral et excluant tous travaux de photogravure (clichés, simili ou trait) et de repiquage.

En application des dispositions de l'article D 1141-97 du code du travail, la prise en charge par l'Etat du coût du papier et de l'impression n'est effectuée, sur présentation des pièces justificatives, que pour les circulaires et les bulletins de vote produits à partir de papier de qualité écologique répondant à au moins un des critères suivants :

a) papier contenant au moins 50 % de fibres recyclées au sens de la norme ISO 14021 ou équivalent ;
b) papier bénéficiant d'une certification internationale de gestion durable des forêts délivrée par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent.

Si des circulaires ne comportent aucune photographie ou aucun texte de nature à caractériser une liste de candidats, seuls les frais de fabrication proportionnels aux quantités produites seront remboursés, à l'exception des frais de composition.

Art. 3 : Toute demande de remboursement devra être accompagnée de tous les justificatifs nécessaires, notamment :

- une attestation certifiant que les circulaires et les bulletins de vote ont été produits sur du papier écologique.

- un exemplaire de chaque document de propagande pour lequel le remboursement est sollicité

- le cas échéant, l'acte de subrogation aux termes duquel le mandataire autorise le remboursement direct à l'imprimeur

- un relevé d'identité bancaire

Tout dossier incomplet ne pourra qu'entraîner un délai supplémentaire dans les remboursements voire un rejet de la demande.

Les factures, établies au nom de la liste de candidats, devront indiquer distinctement le prix hors taxe et le montant de la TVA et seront à transmettre, en triple exemplaires à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Bureau de la Citoyenneté, dans les meilleurs délais.

Art. 4 : Dans l'hypothèse où l'impression de la propagande est réalisée dans un département différent de la Meurthe-et-Moselle, le tarif de remboursement appliqué sera, pour chaque nature de documents, le tarif le moins élevé entre celui fixé par le présent arrêté et celui arrêté par le Préfet du département dans lequel auront été confectionnés les documents.

Art. 5 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux membres de la commission de tarification, aux membres de la commission de propagande et aux mandataires des listes de candidats.

Nancy, le 13 octobre 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 08-2182 des 21 août 2008 (Meurthe-et-Moselle) et du 29 août 2008 (Meuse) approuvant les nouveaux statuts du Syndicat des Eaux H. Laffon de Ladebat

Le préfet de la Meuse

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les conditions de majorité requises à l'article L.5211-5-II du

code général des collectivités territoriales sont remplies,
Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRETE

Art. 1^{er} : Le fonctionnement du Syndicat des Eaux H. Laffon de Ladebat est régi par les statuts joints en annexe de la présente décision.

Art. 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (place de la Carrière – C.O 20038 – 54 036 NANCY CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Art. 3 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe et Moselle et les Sous-Préfets de Commercy, Verdun, Briey et Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée, à titre de notification au Président du Syndicat des Eaux H. Laffon de Ladebat et aux Maires des communes membres, et pour information aux Trésoriers Payeurs Généraux et Directeurs Départementaux des Services Fiscaux de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle et de la préfecture de la Meuse.

Bar-le-Duc, le 29 août 2008

Nancy, le 21 août 2008

Le préfet de la Meuse,
Evince RICHARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 30 septembre 2008 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) autorisant l'adhésion de la communauté de communes du pays Haut Val d'Alzette au syndicat mixte de traitement des ordures ménagères (SMTOM) de la région de Villerupt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes et EPCI membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'adhésion de la communauté de communes du Pays-Haut Val d'Alzette au syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt est autorisée.

La communauté de communes du Pays-Haut Val d'Alzette sera représentée au sein du comité syndical par sept délégués titulaires.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey et de Thionville et le président du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes et aux présidents des EPCI intéressés, aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le préfet de la Moselle,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Jean-Francis TREFFEL

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 30 septembre 2008 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois qui porte désormais le nom de « syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois qui porte désormais le nom de « syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville ». Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey, Metz-Campagne et Thionville et le président du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le préfet de la Moselle,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Jean-Francis TREFFEL

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité, et à la sous-préfecture de Briey.

Sous-préfecture de Briey

Extrait de l'arrêté du 3 octobre 2008 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Mad à l'Yron

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Mad à l'Yron est autorisée comme suit :

« B) Compétences optionnelles

- Participation effective à l'avenir de la base de Chambley, en complémentarité avec l'acquéreur du site.
- Signalétique professionnelle et touristique.
- Logement et cadre de vie : opération façades, résorption des ruines et programme local en faveur de l'habitat.
- Environnement : collecte et traitement des ordures ménagères et autres déchets.
- Tourisme : développement du secteur en lien avec le parc naturel régional de Lorraine et le comité départemental du tourisme.
- Gestion de l'Yron et de ses affluents. »

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, la présidente de la communauté de communes du Mad à l'Yron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 3 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Briey,
Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Sous-préfecture de Lunéville

Extrait de l'arrêté du 3 octobre 2008 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire de Laneuveville-aux-Bois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, les conditions de majorité sont atteintes ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le siège du syndicat est fixé 26 rue de l'église à Thiébauménil.

Art. 2 : Les statuts du syndicat intercommunal scolaire de Laneuveville-aux-Bois annexés au présent arrêté sont approuvés.

Art. 3 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal scolaire de Laneuveville-aux-Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 3 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Syndicat intercommunal scolaire de Laneuveville-aux-Bois - statuts

Art. 1^{er} : En application des articles L5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les communes de Laneuveville-aux-Bois, Manonville et Thiébauménil se constituent en syndicat intercommunal scolaire qui prend la dénomination de « syndicat intercommunal scolaire de Laneuveville-aux-Bois »

Le siège du syndicat est fixé : 26 rue de l'église 54 300 Thiébauménil

Art. 2 : Le syndicat a pour objet de traiter toutes questions se rapportant à la scolarité des enfants des communes concernées et en particulier :

- Le transport des élèves
- L'achat de fournitures scolaires
- L'achat de mobilier scolaire
- Le chauffage des salles de classe
- La prise en charge du salaire et des charges des agents d'entretien
- Les frais d'entretien courant des immeubles

Art. 3 : La durée du syndicat est illimitée.

Art. 4 : Le syndicat est administré par un comité, composé des membres désignés par les conseils municipaux des communes intéressées, chacune étant représentée par deux délégués.

Peuvent être convoqués à titre consultatif aux séances du comité :

- les maires des trois communes
- monsieur l'inspecteur départemental de l'éducation nationale
- la directrice de chaque école
- l'ATSEM

Les délibérations du comité sont soumises aux mêmes règles que les conseils municipaux.

Le comité constituera un bureau, lequel comprendra un président, un vice-président et quatre membres.

Le bureau est habilité à prendre au nom du comité toutes décisions ayant trait au fonctionnement administratif du syndicat intercommunal et notamment :

- préparer les budgets
- donner au président les pouvoirs nécessaires à la signature des contrats et marchés

- procéder à la réception des fournitures

Cette énumération n'est pas limitative et le bureau pourra recevoir délégation du comité pour toutes les interventions ou activités dont il sera expressément chargé.

Art. 5 : Les recettes du budget comprendront :

- la contribution des communes associées aux dépenses du syndicat qui est calculée selon les critères suivants : 35% en fonction du nombre d'habitants de la commune et 65% en fonction du nombre d'élèves.
- les subventions des communes, associations et particuliers.
- le produit des dons et legs
- les participations individuelles des parents.

Les dépenses à la charge des communes, déterminées au prorata du nombre d'enfants fréquentant l'école seront arrêtées par le bureau du syndicat.

Les dépenses comprendront notamment une participation aux dépenses obligatoires :

- Chauffage
- Eclairage
- Entretien
- Fournitures scolaires
- La rémunération de la secrétaire et du receveur du syndicat.

Art. 6 : Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions contenues aux articles L5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Vu pour rester annexé à l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2008

Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Sous-préfecture de Toul

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2008 portant modification des statuts de la communauté de communes des 3 vallées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée des communes membres est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'intitulé de la compétence "protection et mise en valeur de l'environnement est remplacé par :

" Protection et mise en valeur de l'environnement et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie".

Art. 2 : La distribution publique d'énergie électrique à l'exception de la maîtrise d'ouvrage des travaux de premier établissement, de renforcement, d'amélioration et de perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique et l'adhésion au Syndicat Départemental d'Electricité de Meurthe-et-Moselle ressortissent à la compétence de la communauté de communes des 3 vallées.

Art. 3 : Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes des 3 vallées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 7 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2008 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la zone d'activités économiques de Thiaucourt Regnierville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée des communes membres est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est d'intérêt communautaire la zone d'activités économiques à aménager à Thiaucourt-Regnierville au lieu dit "sur la vieille route", constituée d'une partie des parcelles F 455 et F 81, par cession par la commune de Thiaucourt-Regnierville.

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes des 3 vallées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 7 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de l'arrêté n° 189/08 du 25 septembre 2008 du directeur de l'A.R.H. de Lorraine

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Dénomination

La convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (G.C.S.) dénommé "groupement de coopération sanitaire des Terres de Lorraine" est approuvée.

Art. 2 : Objet

Le G.C.S. a pour objet :

de faciliter, d'améliorer ou de développer l'activité de ses membres. A cet effet, il peut :

- gérer, pour le compte de ses membres, des équipements d'imagerie communs dont un scanner,
- permettre les interventions communes des professionnels médicaux et non médicaux exerçant dans les établissements membres ou à titre libéral.

Art. 3 : Identité de ses membres

Les membres du G.C.S. sont :

- Le Centre Hospitalier Saint Charles de Toul
Etablissement public de santé
Dont le siège est : 1, cours Raymond Poincaré, 52400 Toul
- Le Docteur VACELET, radiologue, demeurant à Toul (54200), 5, rue des Magasins,
- Le cabinet de radiologie BOF, RIO-PROST, SCHLITTER, sous statut de S.C.M. dont le siège est à Nancy (54000), 8, rue de la Commanderie,
- Le cabinet de radiologie BASSNAGEL, FAGNIEZ, GRENTZINGER, sous statut de S.E.L.A.R.L., dont le siège est à Nancy (54000), 1240, avenue Pinchard.

Art. 4 : Siège social

Le G.C.S. a son siège au :

Centre hospitalier Saint-Charles,
1, cours Raymond Poincaré - 52400 Toul

Art. 5 : Durée de la convention

Le G.C.S. est constitué pour une durée indéterminée qui commencera à courir à compter de la date de la publication de l'acte d'approbation dans les formes légales.

Art. 6 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région dans laquelle le groupement à son siège.

Nancy, le 25 septembre 2008

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 10 du 26 septembre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL)

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le Président du Conseil d'Administration élu parmi le collège des représentants du Conseil d'Administration du CHU de Nancy en la personne de Monsieur le Docteur André ROSSINOT.

Art. 2 : La composition du Conseil d'Administration du SINCAL est fixée comme suit :

- 1) Cinq représentants du Conseil d'Administration du CHU de Nancy :
 - Monsieur le Docteur André ROSSINOT, Président du Conseil d'Administration du CHU (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Administrateur au CA du CHU (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur Alex GORGE, Administrateur au CA du CHU (fin du mandat en mai 2011),
 - Madame Elisabeth LAITHIER, Administrateur au CA du CHU (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur Stéphane HABLOT, Administrateur au CA du CHU (fin du mandat en mai 2011).
- 2) Cinq représentants du Conseil d'Administration de l'UGECA M :
 - Monsieur Jean-Louis COUR, Président de l'UGECA M Nord-Est (fin du mandat en avril 2011),
 - Madame Ghislaine STEPHANN (fin du mandat en avril 2011),
 - Monsieur Jean-Pierre MAZZIER, Conseiller de l'UGECA M Nord-Est (fin du mandat en avril 2011),
 - Monsieur Aimé MARCHAL (fin du mandat en avril 2011),
 - Monsieur Léon RAUCH (fin du mandat en avril 2011).
- 3) Un représentant du Corps Médical pour le CHU de Nancy :
 - Monsieur le Professeur Gilles DAUTEL, Chirurgien des Hôpitaux (fin du mandat en mai 2011).
- 4) Un représentant du Corps Médical pour l'UGECA M :
 - Monsieur le Docteur Olivier ROCHE, Chirurgien (fin du mandat en mai 2011).
- 5) Un représentant du Personnel non Médical pour le CHU de Nancy :
 - Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant le syndicat FO (fin du mandat en février 2011).
- 6) Un représentant du Personnel non Médical pour l'UGECA M :
 - Madame Catherine VONNET, représentant le syndicat FO (fin du mandat en février 2011).
- 7) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU de Nancy :

- Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011).

8) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGEAM :
- Monsieur le Professeur Daniel MOLE (fin du mandat en mars 2011).

9) Le Pharmacien du CHU de Nancy :
- Madame Michèle LABRUDE, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).

10) Le Pharmacien de l'UGEAM :
- Madame Jacqueline CESARI, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).

11) Deux représentants des Usagers, siégeant à titre consultatif :
- Madame Colette CASTELLI, représentant l'Association VMEH (fin du mandat en mai 2011),
- Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant l'Association "Médecins du Monde" (fin du mandat en mai 2011).

Art. 3 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 9 du 14 Mai 2008.

Art. 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du SINCAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 septembre 2008

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 15 du 1^{er} octobre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le Président du Conseil d'Administration élu parmi le collège de personnalités qualifiées en la personne de Monsieur Bernard MULLER.

Art. 2 : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :

- 1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant six membres :
 - a) Cinq représentants des Communes de rattachement dont un représentant au moins de la Commune siège :
 - Monsieur René ACREMENT, Conseiller Municipal de la Ville de Cirey-sur-Vezouze (fin du mandat en mars 2014).
 - Monsieur Jean-Pierre LATZER, Conseiller Municipal de la Ville de Cirey-sur-Vezouze (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Jean-Marc VILLA, Adjoint au Maire de la Ville de Blâmont (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Olivier BAPTISTE, Conseiller Municipal de la Ville de Blâmont (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Michel LAURENT, Conseiller Municipal de la Ville de Badonviller (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant du Département dans lequel est située la commune :
 - Madame Josiane TALLOTTE, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 2) Un collège des personnels comportant six membres :
 - a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
 - b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Vice-Président de la CME, Pharmacien (fin du mandat en décembre 2011),
 - Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Mademoiselle Monique MILLER, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en janvier 2009).
 - d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Madame Angélique KAUTZ, Aide-Soignante, représentant le syndicat FO (fin du mandat en décembre 2011),
 - Madame Muriel ADRIAN, Aide-Soignante, représentant le syndicat CGT (fin du mandat en décembre 2011).
- 3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur Bernard MULLER, Maire de la Ville de Badonviller (fin du mandat en mai 2011),
 - Madame Danièle TEPINIER, Infirmière Libérale (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur le Docteur René THOMAS, Médecin non hospitalier en retraite (fin du mandat en mai 2011).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Marie-Hélène CAMAILLE, représentant l'Association "Familles Rurales" (fin du mandat en janvier 2010),
 - Monsieur André CHATELAIN, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur Jean-Pierre GUIGNARD, représentant l'Association "Familles Rurales" (fin du mandat en octobre 2011).
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :
 - Madame Marie MILLOT (fin du mandat en juin 2011).

Art. 3 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 14 du 13 Juin 2008.

Art. 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} octobre 2008

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 28 du 6 octobre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

- 1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant douze membres :
 - a) Le Maire de la Commune, Président de droit :
 - Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la Ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Quatre représentants de la Commune :
 - Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal de la Ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Valérie LEVY-JURIN, Adjointe au Maire de la Ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Dominique HERMAN, Adjointe au Maire de la Ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Elisabeth LAITHIER, Adjointe au Maire de la Ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014).
 - c) Trois représentants de trois autres Communes de la Région :
 - Madame Lydie LE PLOUFF, Conseillère Municipale de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal de la Ville de Laxou (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Stéphane HABLOT, Maire de la Ville de Vandœuvre-lès-Nancy (fin du mandat en mars 2014).
 - d) Deux représentants du département dans lequel est située la commune :
 - Madame Nicole CREUSOT, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Mathieu KLEIN, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011).
 - e) Deux représentants de la Région dans laquelle est située la commune :
 - Monsieur René MANGIN, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010),
 - Monsieur Patrick HATZIG, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Un collège des personnels comportant douze membres :
 - a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Président, Chef du Service de Dermatologie-Hôpitaux Maringer/Villemin-Fournier (fin du mandat en mars 2011).
 - b) Cinq autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Jean-Luc ANDRE, Service de Médecine Infantile à l'Hôpital d'Enfants (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame Isabelle MAY, Responsable du Pôle Pharmacie-Hôpital d'Enfants (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Responsable du Pôle Enfant-Hôpital d'Enfants (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, Service de Médecine Nucléaire-Hôpital Central (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKI épouse GEPPERT, Service de Psychologie Médicale-Hôpital Jeanne d'Arc (fin du mandat en mars 2011).
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Annie CHERY, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en octobre 2010).
 - d) Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Alex GORGE, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Jean-Marie CROVISIER, représentant le Syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Michel MEYER, représentant le Syndicat UNSA (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur le Docteur Yves KESSLER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en mars 2010),
 - Monsieur Hubert PIERRE, Infirmier Libéral (fin du mandat en mai 2009),

- Madame Sylvie SCHLITTER-BALLEE, Médecin Libéral (fin du mandat en juin 2011).
- b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Nathalie TRABUCCO, représentant l'Association des Paralysés de France (fin du mandat en juillet 2010),
 - Monsieur Jean-Paul LACRESSE, Administrateur, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2010),
 - Madame le Docteur Huguette BOISSONNAT-PELSY, représentant l'Association "Mouvement ATD Quart-Monde" (fin du mandat avril 2011).
- 4) Le Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche Médicale :
 - Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy (fin du mandat en mars 2013).
- 5) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :
 - Représentant des familles en attente de désignation.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 27 du 13 Juin 2008.

Art. 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 octobre 2008
Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 29 du 3 octobre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

- 1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
 - a) Le Maire de la Commune, Président de droit :
 - Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Trois représentants de la Commune :
 - Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Patrick LAUGEL, Conseiller Municipal de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Marc VIEVILLE, Conseiller Municipal de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).
 - c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :
 - Monsieur Gérard SPEISSMANN, Conseiller Municipal de la Ville de Jarville la Malgrange (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de Dombasle sur Meurthe (fin du mandat en mars 2014).
 - d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :
 - Monsieur Jean-Claude PISSENM, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011).
 - e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :
 - Madame Solange DUCAMIN, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Un collège des personnels comportant huit membres :
 - a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
 - Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, Pharmacien (fin du mandat en juin 2011),
 - Madame le Docteur Laurence COCHART, Praticien Hospitalier, Chef de Service (fin du mandat en juin 2011),
 - Monsieur le Docteur Rémy CURE, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011),
 - Madame le Docteur Odile STREIFF-GILLES, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011).
 - b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Béatrice CHAMBRE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en décembre 2010).
 - c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Madame Henriette SATEL-ISELLA, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Séverine HUGUET, Agent des Services Hospitaliers Qualifié, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Didier LAVOT, Cadre de santé, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée (fin du mandat en mars 2010),

- Monsieur le Docteur Christophe LAINE, Médecin Généraliste (fin du mandat en septembre 2010),
- Monsieur Paul LETE, Masseuse-Kinésithérapeute, représentant non hospitalier des professions paramédicales (fin du mandat en mai 2011).

b) Trois représentants des usagers :

- Madame Nicole DOLLER, représentant l'Association ESPOIR 54 (fin du mandat en janvier 2011),
- Monsieur Rosario BUTTICE, représentant l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Psychiques de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en Octobre 2011),
- Monsieur Michel KLING, représentant de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2011).

4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :

- Monsieur Lionel DEBIEMME, Manipulateur en radiologie (fin du mandat en mai 2011).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 28 du 18 Juin 2008.

Art. 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 octobre 2008
Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Lorraine

Décision d'homologation de dispositions générales du 30 septembre 2008

Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Lorraine

Vu les articles L 422-4, R 422-5 du code de la sécurité sociale,
Vu le courrier du 18 septembre 2008 par lequel la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est sollicite l'homologation de dispositions générales relatives à l'interdiction des échafaudages sur taquets d'échelles,
Vu les dispositions générales adoptées le 23 juin 2008 par le conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est, annexées à la présente décision,
Considérant notamment que Les échafaudages sur taquets d'échelles ne permettent pas de satisfaire aux dispositions des articles R 4323 -77, R 4323-78, R 4323-79 du code du travail relatives à l'obligation d'accès sûrs, que les protections collectives dont ils sont équipés ne sont pas de nature à résister aux efforts dynamiques consécutifs à la chute d'une personne,

DECIDE

Art. 1^{er} : Les dispositions générales de prévention portant interdiction des échafaudages sur taquets d'échelles adoptées le 23 juin 2008 par le conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est sont homologuées.

Art. 2 : La présente décision d'homologation qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine est applicable aux employeurs des départements de Meurthe et Moselle, Meuse et Vosges dont les salariés relèvent du régime général de la sécurité sociale.

Nancy le 30 septembre 2008
Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Lorraine,
Serge LEROY

La présente décision peut être contestée dans le délai de 2 mois devant Monsieur le Ministre du Travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité - DGT- 39/43 Quai André Citroën 75739 Paris Cedex ou devant le Tribunal Administratif de Nancy.

La réglementation sur les échafaudages jointe en annexe peut être consultée à la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Lorraine, 10 rue Mazagran à Nancy.

Service régional de l'inspection du travail de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Lorraine

Extrait de l'arrêté du 29 septembre 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les clauses de l'avenant n° 76 en date du 16 juillet 2008 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Art. 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant n° 76 du 16 juillet 2008 visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée ; elle est prononcée sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le salaire minimum de croissance.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service régional et le chef du service départemental de l'inspection du travail,

de l'emploi et de la politique sociale agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 septembre 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Avenant n° 76 du 16 juillet 2008 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle – idCC : 9541

Entre :

- la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles,
 - le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine
 - la Fédération Départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle
- d'une part,

et,

- l'Union départementale des Syndicats C.G.T.-F.O.
 - l'Union départementale des Syndicats C.F.T.C.
 - l'Union départementale des Syndicats C.F.D.T.
 - la Confédération Française de l'Encadrement SNCEA C.F.E.-C.G.C.
- d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er} : A compter du 1^{er} juillet 2008, l'annexe II de la convention collective est modifiée comme suit :

"ANNEXE II
Convention collective de travail des exploitations
de polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle
Article 1er

A compter du 1er juillet 2008 l'annexe II de la convention collective est modifiée comme suit :

Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à 8,71 € depuis le 1^{er} juillet 2008.

GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE

(article 18 de la convention collective).

GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE

Chapitre 1 : Base de calcul

Base de calcul : taux horaire du niveau I – échelon A + indemnité de congés payés de 10 % soit au 1.07.2008 : 8,71 € + 0,87 € = 9,58 €

Chapitre 2 : Normes de récolte à l'heure

Les normes de cueillette et de récolte, par produit, sont fixées comme suit :

- ① Mirabelles cueillies : 32 kilos à l'heure, soit 2 caisses de 16 kilos
0,30 € le kilo, soit 4,80 € la caisse
Mirabelles cueillies sur vergers piétons : gré à gré
Mirabelles ramassées et triées : 60 kilos à l'heure, soit 3,75 caisses de 16 kilos
0,16 € le kilo, soit 2,56 € la caisse
Mirabelles tout venant : 90 kilos à l'heure, soit 5,625 caisses de 16 kilos
0,11 € le kilo, soit 1,76 € la caisse
- ② Quetsches cueillies : 64 kilos à l'heure, soit 4 caisses de 16 kilos
0,15 € le kilo, soit 2,40 € la caisse
Quetsches ramassées et triées : 80 kilos à l'heure, soit 5 caisses de 16 kilos
0,12 € le kilo, soit 1,92 € la caisse
Quetsches tout venant : 110 kilos à l'heure, soit 6,875 caisses de 16 kilos
0,09 € le kilo, soit 1,44 € la caisse
- ③ Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes
Première et dernière semaines de cueillette : 10 kilos à l'heure, soit 0,96 € le kilo.
Autres semaines : 15 kilos à l'heure, soit 0,64 € le kilo.
- ④ Pommes et poires saines, mises en palox et non calibrées :
Pommiers de moins de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,08 € le kilo
Pommiers de plus de 3 mètres : 110 kilos à l'heure, soit 0,09 € le kilo
Poiriers de moins de 3 mètres : 150 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo
Poiriers de plus de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,08 € le kilo
- ⑤ Framboises de plein air en barquettes :
3,5 kilos à l'heure, soit 2,74 € le kilo
- ⑥ Myrtilles :
5,5 kilos à l'heure, soit 1,75 € le kilo
- ⑦ Cerises :
Cerises douces :
Cerisiers de moins de 3 mètres : 15 kg à l'heure, soit 0,64 € le kilo
Cerisiers de plus de 3 mètres : 12 kilos à l'heure, soit 0,80 € le kilo
Cerises acides :
9 kilos à l'heure, soit 1,07 € le kilo.

Chapitre 3 : Pesée

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée.

Art. 2 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 16 juillet 2008.

Ont, après lecture, signé :

- pour la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles :
M. MARIN Pierre, M. WAHU Denis, Mme MILLARD Marie France
- pour la Fédération départementale des CUMA : M. ROESER Daniel

- pour le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine : M. ROMAC Eric
- pour l'Union départementale des Syndicats C.G.T.-F.O. : M. PIERSON Roger
- pour l'Union départementale des Syndicats C.F.T.C. : M. GOURY Pierre
- pour le Syndicat Général des Salariés de l'Agriculture C.F.D.T. : M. LENELLE Antoine
- pour la Confédération Française de l'Encadrement SNCEA C.F.E.-C.G.C. : M. MEYER Gérard

Le présent avenant a été déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de NANCY, le 4 août 2008.

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2008 portant nomination des membres du Comité Pluridépartemental du Fonds Social de l'Assurance Maladie des Exploitants Agricoles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Sont nommés membres du Comité Pluridépartemental du Fonds Social de l'Assurance Maladie des Exploitants Agricoles, pour une durée de trois ans à compter du 1er novembre 2008.

1) EN QUALITE DE REPRESENTANTS DE LA CAISSE DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE (MEURTHE-ET-MOSELLE – MOSELLE - VOSGES)

MEMBRES TITULAIRES :

- Mme BRABANT Christine
62 bis, rue de la Nied
57320 – FILSTROFF
- Madame BRODIER Renée
6, rue de l'Ecole
54150 – FLEVILLE LIXIERES
- M. BUZON Philippe
5, rue de Nancy
54610 – RAUCOURT
- M. DESALME Claude
22, rue Haute
57630 – JUVELIZE
- M. GERARD Jean-René
55 rue du Four
88270 – VALFROICOURT
- Mme HENOT Monique
54 rue de la Côte
57420 – LORRY-MARDIGNY
- Monsieur MAILLARD Frédéric
348, Grande Rue
88300 – LANDAVILLE
- Madame THOMAS Nathalie
8, rue Sainte-Menne
88500 – PUZIEUX

MEMBRES SUPPLEANTS :

- Madame BARTHELEMY M-Claude
16, rue de la Côte
88270 – LES ABLEUVENETTES
- Madame DELAITE Yvette
8 rue de la Bonne Dame
88600 – FREMIFONTAINE
- Madame GRILLET Anne-Marie
16 rue du Capitaine Durand
54290 – ROZELIEURES
- M. HELLUY Bernard
6 rue Haute
54450 – BARBAS
- Monsieur Jean-Pierre L'HUILLIER
75, rue de l'Huilerie
88270 – DOMPAIRE
- Monsieur PARMENTIER Paul
2 bis, rue de Weltring
57400 – BUHL
- Monsieur SAMSON Jean Paul
47 rue de la Côte
57420 – LORRY-MARDIGNY
- Monsieur Serge WAHU
9, rue Notre-Dame
54800 – SPONVILLE
- Monsieur WELTER Laurent
49, rue de Wampich
57100 – THIONVILLE

2) EN QUALITE DE REPRESENTANTS DE APRIA-RSA LORRAINE.

MEMBRES TITULAIRES :

- Monsieur PHILIPPE Stéphane
8, rue Neuve
88300 – HARMONVILLE
 - Monsieur GIRARD Bernard
31 rue Principale
57420 – GOIN
 - Monsieur LADOUCKETTE
15, rue du Bois le Prêtre
54470 – FEY EN HAYE
- MEMBRES SUPPLEANTS :**
- Monsieur DESHAYES Christian
8, rue du Centre
57580 – HAN SUR NIED

- Monsieur ROSE Pascal
2, rue de Lorraine
54150 – BRIEY
- Madame TURBAN Agnès
9 rue de Paquis
88500 – AVILLERS
- Madame BARBE Véronique
9, route de Varmonzey
88130 – UBEXY
- Monsieur BERARD Dominique
37, rue de Metz
57420 – SILLEGNY
- Madame FRANCOIS-KLEIN Audrey
14, rue Saint Christophe
54610 – EPLY

Art. 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Travail, Chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Lorraine sont chargés de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Direction interdépartementale des routes – Est **Division d'exploitation de Metz**

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-073 en date du 2 octobre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection des joints de chaussée sur l'ouvrage N° 90 de A31 au PR 233+270

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31
Points Repères PR.	SENS : Nancy/Toul au PR 233,270
SECTION	
NATURE DES TRAVAUX	Réfection des joints de la chaussée
PERIODE GLOBALE	20 au 24 Octobre 2008 de nuit (21h/6h)
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture Bretelle Verdun /Paris Signalisation: schémas types CF 113a et CF 114a Limitation de vitesse à 90km/h dans la zone chantier
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : MISE EN PLACE PAR : DIR-Est/DE de Metz District de Nancy CEI de Fléville

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	20 octobre 2008 de nuit 21h à 6h	A31 PR 233,270	Réfection de joints de chaussée	Neutralisation voie de droite AK5 PR 234,400 arrêté permanent
	21 octobre 2008 de nuit 21h à 6h	OA A31-090		Fermeture Bretelle Verdun/Paris Les usagers sont invités à prendre la bretelle Verdun/Nancy, A31 direction Nancy, bretelle Paris/Toul centre, RD 400 direction Gondreville, bretelle Toul centre/Paris et A31 direction Paris
	22 octobre 2008 de nuit 21h à 6h			Neutralisation voie de gauche AK5 PR 234,400
	23 octobre 2008 de nuit 21h à 6h			arrêté permanent

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,

- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de radio bleu.

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Toul.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,

- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,

- Monsieur le Directeur de la société FREYSSINET Houdemont,

Moulin-lès-Metz, le 2 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Arrêté du 7 octobre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

VU

- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

- l'arrêté ministériel en date du 14 août 2008 nommant Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,

- l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.61 en date du 27 août 2008 portant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

- l'arrêté du 1^{er} septembre portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté susvisé du 1^{er} septembre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Art. 2 : En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.61 en date du 27 août 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est conférée est, en cas d'absence ou d'empêchement, exercée par Madame Claudine BARBASTE, directrice adjointe des affaires sanitaires et sociales à la DDASS de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : En cas d'absence simultanée de Monsieur Daniel BOUFFIER et de Madame Claudine BARBASTE, la délégation de signature est exercée, chacun en ce qui le concerne, par

- Madame Arielle BRUNNER, médecin inspecteur de santé publique,

- Madame Jeanne CHATRY GISQUET, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,

- Madame Hélène DALLAIRE, médecin inspecteur de santé publique,

- Madame Brigitte DEMPT, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale,

- Madame Noëlle De SILVESTRI, conseillère technique en travail social,

- Madame Evelynne DITTE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,

- Madame Françoise GABRION, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,

- Madame Stéphanie GEYER, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Michèle HERIAT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Philippe KRIN, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur José-Luis MARTINEZ, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Régine PARIZOT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Mademoiselle Marie-Agnès PILARD, ingénieur d'études sanitaires,
- Monsieur Philippe ROMAC, ingénieur du génie sanitaire,
- Madame Lydie REVOL, médecin inspecteur de santé publique

Art. 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Art. 5 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et les bénéficiaires de la présente subdélégation de signature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 7 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC N° 01050-08 du 30 septembre 2008 portant modification de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 9 square de Liège à Vandoeuvre-lès-Nancy - Autorisation n° 54-21

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- la démission de Madame Elisabeth PEROT-COLLIN de ses fonctions de directeur dudit laboratoire ;
- la nomination de Madame Géraldine DAP en qualité de directeur dudit laboratoire ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié du 31 mai 2007 portant autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale COLLIN au 9 Square de Liège à Vandoeuvre-les-Nancy (54500), agréé sous le numéro 54-21 et exploité au sein de la SELCA « Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54100), agréée sous le numéro 08 est modifié comme suit :

Dénomination sociale :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

Siège social :

9 square de Liège
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Exploité au sein de la SELCA « Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54100), agréée sous le numéro 08.

Directeur :

Madame Géraldine DAP, médecin biologiste.

Art. 2 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- SELCA « Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS » ;
- Madame Géraldine DAP ;

Et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de Vandoeuvre-lès-Nancy ;
- Monsieur le Président de l'Ordre National des Pharmaciens (section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 30 septembre 2008 Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/DB/MC N° 01051-08 du 30 septembre 2008 portant modification statutaire de la société d'exercice libéral en commandite par actions « Laboratoire médico biologique CINQUALBRE-PAULUS » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54000) - Agrément SELCA 08 - Autorisation n° 54-10 - Autorisation n° 54-21 - Autorisation n° 54-75

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- L'intégration de Madame Géraldine DAP, médecin biologiste, en qualité de nouvel associé commandité, cogérant et directeur du laboratoire sis 9 square de Liège à Vandoeuvre-les-Nancy (54500) ;

- La démission de Madame Elisabeth PEROT-COLLIN de ses fonctions de cogérante et directeur du laboratoire sis 9 square de Liège à Vandoeuvre-les-Nancy (54500) ;

- La nouvelle répartition du capital social de la SELCA « Laboratoire Médico-Biologique Cinqualbre Paulus » ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté modifié du 13 janvier 1995 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions « SELCA Laboratoire Médico-Biologique CINQUALBRE-PAULUS », agréée sous le n° 08, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifié comme suit :

Dénomination sociale :

SELCA « Laboratoire Médico-Biologique CINQUALBRE-PAULUS »

Siège social :

1170 avenue Raymond PINCHARD
54100 NANCY

Capital social : 429 000 €

Répartition du capital social :

- Monsieur Jean CINQUALBRE, professionnel interne possédant 1 action ;
- Monsieur Jean-Marcel PAULUS, professionnel interne possédant 14.561 actions ;
- Madame Géraldine DAP, professionnel interne possédant 1 action ;
- Monsieur Christophe BAILLET, professionnel extérieur possédant 1.038 actions ;
- SELARL « ESPACEBIO », professionnel extérieur possédant 3.900 actions ;
- SAS « LORBIO », tiers porteur possédant 19.499 actions ;
- Objet de la société :
- l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale,
- et plus généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

2 rue des quatre églises

54000 NANCY

Autorisation n° 54-10

Directeur : Monsieur Jean CINQUALBRE, médecin biologiste

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

9, square de Liège

54500 VANDOEUVRE

Autorisation n° 54-21

Directeur : Madame Géraldine DAP, médecin biologiste

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

1170, avenue Raymond Pinchard

54100 NANCY

Autorisation n° 54-75

Directeur : Monsieur Jean-Marcel PAULUS, pharmacien biologiste

Art. 2 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Jean CINQUALBRE ;
- Madame Géraldine DAP ;
- Monsieur Jean-Marcel PAULUS ;
- Et dont une copie sera adressée à :
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Madame la Directrice des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 30 septembre 2008 Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service solidarité autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 940 du 8 octobre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison Hospitalière de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière de BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

N° FINESS (ET) 54 000 9966

Dotation globale de financement « soins » : 1 457 307,10 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 42,80 €

pour les GIR 3 et 4 : 36,08 €

pour les GIR 5 et 6 : 29,54 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de

Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière de Baccarat.

Nancy, le 8 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1082 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Briey (n° FINESS EJ : 54 000 0767)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière, pour la part des salaires et charges inscrits en section budgétaire soins, exerçant au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de BRIEY est fixé à : 9 326,00 euros.

Art. 2 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :

Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 3 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de BRIEY.

Nancy, le 2 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1083 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Hôpital local intercommunal 3H Santé de Cirey-sur-Vezouze (n° FINESS EJ : 54 001 9007)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière, pour la part des salaires et charges inscrits en section budgétaire soins, exerçant au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de l'Hôpital local intercommunal 3H Santé de CIREY-SUR-VEZOUZE est fixé à : 596,92 euros.

Art. 2 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :

Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 3 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Hôpital local intercommunal 3H Santé de CIREY-SUR-VEZOUZE.

Nancy, le 2 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1084 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) et au service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées du Centre de Moyen Séjour de Faulx (n° FINESS EJ : 54 000 0262)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière, pour la part des salaires et charges inscrits en section budgétaire soins, exerçant au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixé à : 1 196,27 euros.

Art. 2 : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière exerçant au sein du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixé à : 478,85 euros.

Art. 3 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :

Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 4 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre de Moyens Séjour de FAULX.

Nancy, le 2 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1085 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Lunéville (n° FINESS EJ : 54 000 0080)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière, pour la part des salaires et charges inscrits en section budgétaire soins, exerçant au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé à : 4 312,87 euros.

Art. 2 : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, exerçant au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé à : 19 575,00 euros.

Art. 3 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :

Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 4 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE.

Nancy, le 2 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1086 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port (n° FINESS EJ : 54 000 0114)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux exerçant au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT est fixé à : 870,00 euros.

Art. 2 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :

Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 3 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT.

Nancy, le 2 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1087 du 2 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Toul (n° FINESS EJ : 54 000 0049)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière, pour la part des salaires et charges inscrits en section budgétaire soins, exerçant au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de TOUL est fixé à : 273,10 euros.

Art. 2 : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux exerçant au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du centre Hospitalier de TOUL est fixé à : 21 750,00 euros.

Art. 3 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :

Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 4 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Hospitalier de TOUL.

Nancy, le 2 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1088 du 3 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que sur l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) autonome "Sœur Julie" de Gerbéviller (n° FINESS ET : 54 000 2573)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière, pour la part des salaires et charges inscrits en section budgétaire soins, exerçant au sein de la maison de retraite "Sœur Julie" de GERBEVILLER est fixé à : 371,27 euros.

Art. 2 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :

Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 4 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sœur Julie" de GERBEVILLER.

Nancy, le 3 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1089 du 3 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que sur l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) autonome "La Roseraie" de Longuyon (n° FINESS ET : 54 000 0791)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière, pour la part des salaires et charges inscrits en section budgétaire soins, exerçant au sein de la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON est fixé à : 20 428,00 euros.

Art. 2 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :

Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 4 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON.

Nancy, le 3 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1090 du 3 octobre 2008 attribuant des crédits non reductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que sur l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) autonome "Saint François d'Assise" de Pont-à-Mousson (n° FINESS ET : 54 000 2623)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière, pour la part des salaires et charges inscrits en section budgétaire soins, exerçant au sein de la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON est fixé à : 2 994,00 euros.

Art. 2 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :

Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 4 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 3 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1091 du 3 octobre 2008 attribuant des crédits non reconductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que sur l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) autonome de Rosières-aux-Salines (n° FINESS ET : 54 000 2466)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière, pour la part des salaires et charges inscrits en section budgétaire soins, exerçant au sein de la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES est fixé à : 800,00 euros.

Art. 2 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :
Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 4 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 3 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1092 du 3 octobre 2008 attribuant des crédits non reconductibles pour l'indemnisation des jours accumulés sur les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des agents de la fonction publique hospitalière ainsi que sur l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt (n° FINESS ET : 54 000 2631)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des crédits du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH) attribués pour l'indemnisation des jours épargnés dans les comptes épargne-temps et des heures supplémentaires des personnels soignants de la fonction publique hospitalière, pour la part des salaires et charges inscrits en section budgétaire soins, exerçant au sein de la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT est fixé à : 14 228,00 euros.

Art. 2 : Les crédits seront versés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur présentation du présent arrêté, d'un RIB du compte à créditer, la demande devant faire apparaître le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'établissement du demandeur et devant être transmise à l'adresse ci-dessous :
Caisse des Dépôts et Consignations
Compte Epargne-Temps – PPRS 72
Rue du Vergne – pièce 5000
33059 BORDEAUX CEDEX

Art. 4 : L'utilisation des crédits du FEH attribués fera l'objet de la part de l'établissement d'un bilan au 31 décembre 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT.

Nancy, le 3 octobre 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Service santé - environnement

Arrêté préfectoral du 2 octobre 2008 relatif à la dérivation et l'établissement des périmètres de protection des captages d'eau destinés à la consommation humaine par la Communauté Urbaine du Grand Nancy (prise d'eau directe en Moselle sur la commune de Méréville et prise d'eau dans les anciennes gravières formant la réserve d'eau de Richardménéil) en communes de Benney, Flavigny-sur-Moselle, Méréville, Messein, Richardménéil et Tonnoy qui ont été déclarés d'utilité publique et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et en mairies de Benney, Flavigny-sur-Moselle, Méréville, Messein, Richardménéil et Tonnoy.

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt Service association foncière

Extrait de l'arrêté 2008/AF/233 du 13 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Friauville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de FRIAUVILLE est composé ainsi qu'il suit :

▫ Le maire de la commune de FRIAUVILLE ou un conseiller municipal désigné par lui.

▫ Le conseiller général du canton concerné.

▫ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. André FRANCOIS - M. Maxime RICHY - M. Roger SPONVILLE

▫ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Gilles KASCHINSKI - M. Jean-Paul MORBOIS - Mme Marie-Pierre BRICE

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de FRIAUVILLE est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de FRIAUVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 13 août 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet de Briey,

Philippe RONSSIN

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/234 du 13 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Petit-Failly

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de PETIT-FAILLY est composé ainsi qu'il suit :

▫ Le maire de la commune de PETIT-FAILLY ou un conseiller municipal désigné par lui.

▫ Le conseiller général du canton concerné.

▫ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- Mme Marie-Louise LABRIET - M. Francis GERARD - M. Michel GERARD

▫ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Jean-Rémy BACKES - M. Pierre FRANCOIS - M. Didier DAVID

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de PETIT-FAILLY est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de PETIT-FAILLY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 13 août 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet de Briey,

Philippe RONSSIN

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit

alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/238 du 22 juillet 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Vandeleville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de VANDELEVILLE est composé ainsi qu'il suit :

▣ Le maire de la commune de VANDELEVILLE ou un conseiller municipal désigné par lui.

▣ Le conseiller général du canton concerné.

▣ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Michel PETITJEAN - M. François VAUTRIN - M. Gérard VAUTRIN

- M. Claude VERMION

▣ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. François BERNARDOFF - M. Robert HENRION - M. Guy DEPRUGNEY

- M. Thierry MANGENOT

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de VANDELEVILLE est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VANDELEVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 22 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/239 du 22 juillet 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Villers-en-Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de VILLERS EN HAYE est composé ainsi qu'il suit :

▣ Le maire de la commune de VILLERS EN HAYE ou un conseiller municipal désigné par lui.

▣ Le conseiller général du canton concerné.

▣ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Christophe CHONE - M. Philippe CHONE - Mme Marie-Françoise DELACOUR

▣ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Jean-Luc GUERARD - Mme Huguette GUERARD - M. Robert NOEL

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de VILLERS EN HAYE est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VILLERS EN HAYE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 22 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/241 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière d'Einvillle-au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière d'EINVILLE AU JARD est composé ainsi qu'il suit :

▣ Le maire de la commune d'EINVILLE AU JARD ou un conseiller municipal désigné par lui.

▣ Le conseiller général du canton concerné.

▣ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Bernard JACQUES - M. François VERDENAL - M. Jacques BAROTTIN

▣ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Patrick JACQUES - M. Eric MARCHAL - M. Benoît VERDENAL

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune d'EINVILLE AU JARD est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'EINVILLE AU JARD et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 3 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/242 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Hoeville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de HOEVILLE est composé ainsi qu'il suit :

▣ Le maire de la commune de HOEVILLE ou un conseiller municipal désigné par lui.

▣ Le conseiller général du canton concerné.

▣ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Paul JULLIER - M. Patrick MAITRE - M. Alain THIERY

- M. Jean-Pierre JACQUOT

▣ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Luc BARBIER - M. Damien HUSSON - M. François MARCHAND

- M. Philippe NICOLAS

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de HOEVILLE est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de HOEVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 3 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/243 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Landecourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de LANDECOURT est composé ainsi qu'il suit :

▣ Le maire de la commune de LANDECOURT ou un conseiller municipal désigné par lui.

▣ Le conseiller général du canton concerné.

▣ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Daniel SCHOFFEL - M. Bernard VAUTRIN

- M. José SCHAFF - M. Vincent JUSNEL

▣ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Sylvain PARISSET - M. Jean-Christophe VALETTE

- M. Francis MOUREAUX - M. Jean-Marie CHRISTINY

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de LANDECOURT est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LANDECOURT et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Lunéville, le 3 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/244 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Rechicourt-la-Petite

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de RECHICOURT LA PETITE est composé ainsi qu'il suit :

■ Le maire de la commune de RECHICOURT LA PETITE ou un conseiller municipal désigné par lui.

■ Le conseiller général du canton concerné.

■ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Raymond GEORGES - Mme Isabelle GUILLAUMON - M. Xavier MARCHAL

■ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Philippe DEFRANCE - M. Christian GRIMARD - M. Michel MARCHAL

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de RECHICOURT LA PETITE est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de RECHICOURT LA PETITE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Lunéville, le 3 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/245 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Thiebaumenil-2

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de THIEBAUMENIL-2 est composé ainsi qu'il suit :

■ Le maire de la commune de THIEBAUMENIL ou un conseiller municipal désigné par lui.

■ Le conseiller général du canton concerné.

■ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Jacques ARCIONI - M. Daniel CHATTON - M. Patrick DROUARD - M. Michel RAPENNE

■ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Francis THOUVENIN - M. Jean-Marie TOUSSAINT - M. André COLLARD - M. Noël MARTIN

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de THIEBAUMENIL est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de THIEBAUMENIL et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Lunéville, le 3 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/246 du 3 août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Vigneulles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de VIGNEULLES est composé ainsi qu'il suit :

■ Le maire de la commune de VIGNEULLES ou un conseiller municipal désigné par lui.

■ Le conseiller général du canton concerné.

■ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. René BRANDMEYER - M. Dominique ANTOINE - M. Alain MOUSSAULT - Mme Nathalie GLOEKLER

■ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Serge LAMBOULE - M. Benoît THOMAS - M. Olivier SIMONIN - M. François DANIEL

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de VIGNEULLES est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VIGNEULLES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Lunéville, le 3 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/249 du 1^{er} août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Jeandelaincourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de JEANDELAINCOURT est composé ainsi qu'il suit :

■ Le maire de la commune de JEANDELAINCOURT ou un conseiller municipal désigné par lui.

■ Le conseiller général du canton concerné.

■ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Bernard JOLY - M. Jean-Marie COUSIN - M. Michel LAME

■ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Philippe POINSIGNON - M. Daniel NICOLAS - M. Maurice BRICE

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de JEANDELAINCOURT est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de JEANDELAINCOURT et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} août 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/251 du 1^{er} août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Lesmenils-1

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de LESMENILS-1 est composé ainsi qu'il suit :

■ Le maire de la commune de LESMENILS ou un conseiller municipal désigné par lui.

■ Le conseiller général du canton concerné.

■ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Pascal CHAUSSON - M. Henri THEOBALD - M. Denis BERAIN

▣ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Jean-Claude BOQUE - M. Nicolas LABELLE - M. Vincent DARDAINE

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de LESMENILS est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LESMENILS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} août 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/252 du 1^{er} août 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Leyr

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de LEYR est composé ainsi qu'il suit :

▣ Le maire de la commune de LEYR ou un conseiller municipal désigné par lui.

▣ Le conseiller général du canton concerné.

▣ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Jean-Paul ETIENNE - M. René LAURENT - M. Etienne POIREL

- M. Jean-Pierre RITTER

▣ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Raymond BARROYER - M. Jean-Luc HAILLUS - M. André LAMBERT

- M. Alban VENIER

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de LEYR est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LEYR et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} août 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/304 du 25 septembre 2008 portant modification de la composition du bureau de l'association foncière de Haraucourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005 est modifié comme suit :

- M. Jean-Louis VAUTRIN [représentant la Sté. SOLVET], propriétaire désigné par le conseil municipal, en remplacement de M. Christian ZAMBONI démissionnaire.

- Le conseiller général du canton concerné, en remplacement du délégué du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de HARAUCOURT et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/311 du 25 septembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Gripport

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de GRIPPORT est composé ainsi qu'il suit :

▣ Le maire de la commune de GRIPPORT ou un conseiller municipal désigné par lui.

▣ Le conseiller général du canton concerné.

▣ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. David PAULY - M. Anicet ANDRE

- M. Daniel VOIRIOT - M. Bernard THIERY

▣ Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Jean-Marie MOINE - M. Jean-Pierre SIMONIN

- M. Jean-Luc THOMASSIN - M. Claude RICARD

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de GRIPPORT est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de GRIPPORT et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/312 du 29 septembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Ville-au-Montois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de VILLE AU MONTAIS est composé ainsi qu'il suit :

Le maire de la commune de VILLE AU MONTAIS ou un conseiller municipal désigné par lui.

▣ Le conseiller général du canton concerné.

▣ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- Mme Marie-Thérèse REDING - M. Jean-Pierre DEMUTH

- M. Alexandre VIELLE

▣ Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- Mme Marie-Josée DUFOR - M. Denis ANTOINE

- M. Jean-Pierre FRANCONNET

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de VILLE AU MONTAIS est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VILLE AU MONTAIS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 29 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Briey,
Philippe RONSSIN

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/313 du 29 septembre 2008 portant modification de la composition du bureau de l'association foncière de Fresnois-la-Montagne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 04 août 2003 est modifié comme suit :

- M. Lionel ROESER, propriétaire désigné par la chambre d'agriculture, en remplacement de M. Jean-Marie DOINNE démissionnaire.

- Le conseiller général du canton concerné, en remplacement du délégué du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de FRESNOIS LA MONTAGNE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Briey, le 29 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Briey,
Philippe RONSSIN

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/314 du 29 septembre 2008 portant modification de la composition du bureau de l'association foncière de Rozelieures

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 04 mars 2005 est modifié comme suit :

- M. Christophe DUPIC, propriétaire désigné par la chambre d'agriculture, en remplacement de M. François HUMBERT, démissionnaire.
- Le conseiller général du canton concerné, en remplacement du délégué du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de ROZELIEURES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 29 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/316 du 22 septembre 2008 portant dissolution de l'association foncière de Malavillers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'association foncière de MALAVILLERS est dissoute.

Art. 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de MALAVILLERS est transféré à la commune de MALAVILLERS qui en assurera l'entretien.

Art. 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de MALAVILLERS sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de MALAVILLERS.

Art. 4 : Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MALAVILLERS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 22 septembre 2008

Pour le préfet, et par délégation,
Le sous-préfet de Briey,
Philippe RONSSIN

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de la décision du 22 septembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lachaussée - Sponville - Xonville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2606

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur LEFEBVRE Pierrick est autorisé à exploiter 37,07 ha (parcelles ZC 29/30/31/47 - ZE 2/34 - ZI 1 à Sponville - A 48/129/149/150/160 - B 22/23/62/65/67/68/72/73/76/77/78 - C 7/8/20 - D 64/66 à Xonville - ZH 5 à La Chaussée (55)) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LEFEBVRE Pierrick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LEFEBVRE Pierrick, au(x)

propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LACHAUSSEE - SPONVILLE - XONVILLE pour affichage.

Nancy, le 22 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.

Extrait de l'arrêté DDAF 2008/319/LB/JV (n° 2) du 30 septembre 2008 constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'indice des fermages pour le département de Meurthe-et-Moselle est constaté pour 2008 à la valeur de 115,2.

Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1^{er} octobre 2008 au 30 septembre 2009.

Cet indice tient compte du coefficient de raccordement sus-évoqué.

Art. 2 : La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + 4,63 %.

Art. 3 : A compter du 1^{er} octobre 2008 et jusqu'au 30 septembre 2009, les maxima et les minima sont fixés aux valeurs actualisées suivantes :

1) pour les terres agricoles :

Régions naturelles	Catégories	Valeur minimale EURO/ha	Valeur maximale EURO/ha
Plateau Lorrain et Pays Haut	Supérieure	92,13	105,49
	Moyenne	59,28	92,13
	Inférieure	43,42	59,28
Woëvre et Haye	Supérieure	87,94	101,29
	Moyenne	56,50	87,94
	Inférieure	40,53	56,50
Montagne et Côtes de Meuse	Supérieure	84,32	98,99
	Moyenne	53,73	84,32
	Inférieure	38,71	53,73

Pour le calcul des fermages afférents aux terrains loués par baux d'une durée supérieure à neuf ans, les loyers fixés à l'article 3 ci-dessus sont majorés dans les conditions suivantes :

- + 3 % pour les baux de 12 ans
- + 5 % pour les baux de 15 ans
- + 23 % pour les baux de 18 ans
- + 27 % pour les baux de 25 ans

2) pour les cultures maraîchères :

- minimum : 546,61 Euro/ha
- maximum : 874,57 Euro/ha

3) pour les baux viticoles en monnaie :

Baux à vignes

- minimum : 919,90 Euro/ha
- maximum : 1 839,79 Euro/ha

Terres à vignes

- minimum : 394,25 Euro/ha
- maximum : 657,08 Euro/ha

Art. 4 : Le prix de l'hectolitre de vin d'appellation Côtes de Toul (base de calcul pour la détermination du prix du fermage en denrée des baux viticoles) est fixé au 1^{er} octobre 2008 à 108,25 euros.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, Monsieur l'Ingénieur en Chef du GREF, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la commission consultative départementale des baux ruraux, à tous les membres de cet organisme, aux Présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au Président de la Chambre des Notaires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté 2008/321 du 30 septembre 2008 fixant le stabilisateur départemental des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels au titre de la campagne 2008 dans le département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sur l'ensemble du département est fixé un stabilisateur budgétaire départemental permettant de respecter la notification des droits à engager relatifs à l'indemnité compensatoire de handicaps naturels.

Art. 2 : Le stabilisateur pour la campagne est de 0,9898

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur général du CNAESA sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service environnement - eau

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2008 instituant des réserves de pêche en 2009 sur la Meurthe et la Vezouze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Afin de préserver les frayères naturelles, toute pêche est interdite du 1^{er} janvier 2009 au 8 mai 2009 sur les tronçons de cours d'eau suivants :
Rivière La Meurthe

- Commune de SAINT-CLEMENT :

La reculée de l'ancienne rivière en amont de l'ancien pont sur 350 m environ
La reculée « Le Gréachot »

- Commune de CHENEVIERES :

La reculée du « Grand Paquis »
La reculée aval du seuil fixe du canal des papeteries de Navarre

- Commune de LUNEVILLE :

Les reculees « Popard » au lieu-dit Les Grands Moulins

- Commune de MONCEL-LES- LUNEVILLE :

Les reculees de la ferme de la Petite Pologne de chaque côté de la RN 333 (déviations RN4)

La reculée dite du « Pilot de l'Orme » (amont de l'embouchure du ruisseau du Mississippi)

- Commune de MONT-SUR-MEURTHE :

La reculée du « Bois le Duc »

- Commune de DAMELEVIERES :

La reculée dite « Le Plain »

Rivière La Vezouze

- La commune de CROISMARE :

La reculée en amont du Pont de CROISMARE

Art. 2 : Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Art. 3 : Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L 436-9 du Code de l'Environnement.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires de CROISMARE, SAINT-CLEMENT, CHENEVIERES, LUNEVILLE, MONCEL-LES-LUNEVILLE, MONT-SUR-MEURTHE, DAMELEVIERES, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur interdépartemental du service de la navigation du nord-est et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

- président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « LA CARACHE LUNEVILLOISE ».

Art. 5 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les mairies citées à l'article 4 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Service forêt, chasse et milieux naturels

Extrait de l'arrêté n° 2008/315 du 18 septembre 2008 autorisant le tir du Grand cormoran (Phalacrocorax carbo sinensis) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2008/2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au Grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ;

Considérant les risques présentés par la prédation du Grand cormoran pour les populations de poissons menacés ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Des autorisations individuelles de tir du Grand cormoran peuvent être délivrées en Meurthe-et-Moselle :

- au titre de la protection des intérêts économiques des propriétaires et exploitants d'étangs de pisciculture extensive : dans la zone de piscicultures extensives en étang et dans la zone des eaux libres périphériques (cf. annexe 1), sur la Chiers et ses affluents, l'Orne et ses affluents ainsi que sur le domaine public fluvial de la Moselle, de la Meurthe et de la Vezouze ;

- au titre de la protection d'espèces de poissons menacées : sur le Rupt-de-Mad, l'Esch, le Madon et la Mortagne.

Art. 2 : Les prélèvements seront effectués dans la limite des quotas départementaux suivants :

- pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs : 700 oiseaux

- pour la protection d'espèces de poissons menacées : 150 oiseaux.

Au cas où l'un de ces quotas ne serait pas atteint, un arrêté préfectoral complémentaire pourra augmenter le quota atteint par tout ou partie du solde du quota non atteint.

Les autorisations de tir peuvent être retirées lorsque les quotas départementaux sont atteints.

Art. 3 : Le chef du service départemental de l'ONEMA est chargé de la coordination et du suivi des opérations de tir, dans le respect des quotas départementaux.

I - Dispositions communes

Art. 4 : Le tir est autorisé, de jour (soit de 1 h avant le lever du soleil à Nancy jusqu'à 1h après son coucher), de l'ouverture de la chasse pour l'ensemble des espèces de gibier d'eau dans le département jusqu'au dernier jour de février.

Toutefois :

- le tir est suspendu les jours de comptage du grand cormoran ou des autres oiseaux d'eau, ainsi qu'une semaine avant les opérations de dénombrement national ou international, soit pour la présente campagne :

* le 12 octobre 2008 * du 8 au 14 janvier 2009 (comptage international)

* le 12 novembre 2008 * le 18 janvier 2009

* le 16 novembre 2008 * le 15 février 2009

* le 14 décembre 2008 * le 18 février 2009

* le 17 décembre 2008 * le 15 mars 2009

- le tir est interdit :

* sur les dortoirs accueillant d'autres espèces d'oiseaux protégés que le cormoran (hérons notamment),

* en période de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans les zones de nidification des oiseaux d'eau.

- dans les réserves de chasse et de faune sauvage du domaine public fluvial, le tir ne pourra être pratiqué que par l'Association départementale des chasseurs de gibier d'eau, encadrée par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

Dans les autres réserves de chasse et de faune sauvage, le tir ne pourra être pratiqué que par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) et les lieutenants de louveterie.

- en cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, l'article 13 fixe les conditions de prolongation de la durée de l'autorisation de tir.

Art. 5 : Le tir aura lieu à 100 m maximum des rives des étangs ou des cours d'eau, sous réserve du droit des détenteurs de droit de chasse voisins.

Art. 6 : Les tireurs doivent respecter les règles de la police de la chasse et être porteurs de leur permis de chasser visé et validé, ainsi que de leur autorisation préfectorale individuelle, qui devra être présentée à toute réquisition des services de contrôle.

Cette autorisation pourra être retirée en cas de non respect des conditions imposées pour son utilisation.

Art. 7 : Afin d'assurer le suivi et la coordination des opérations de tir tout cormoran abattu devra être signalé dans les 24 h directement par le tireur

- au service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) :

Tél/fax : 03 83 82 67 78

Mél : sd54@onema.fr

Adresse : BP 149 – Chemin de Montrichard

54700 Pont-à-Mousson cedex

- ou au service départemental de l'office national de la chasse et de la faune

sauvage (ONCFS) :

Tél : 03 83 73 24 74

Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

Adresse : 26 rue Lamartine – 54300 Lunéville.

Les oiseaux abattus porteurs d'une bague seront impérativement remis entiers dans les 24 heures à l'agent de l'ONEMA responsable du secteur.

L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport par le tireur pour les oiseaux bagués.

Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.

Art. 8 : A l'expiration de la période d'autorisation de tir, un compte-rendu des opérations de destruction (établi selon le modèle en annexe 3) sera adressé dans les 15 jours par le bénéficiaire au service départemental de l'ONEMA, qui en assurera la synthèse et la transmettra à la DDAF pour le 15 mai.

Art. 9 : Le respect des dispositions du présent arrêté conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

II - Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs

Art. 10 : Sont considérées comme piscicultures extensives :

- les exploitations ayant pour objet l'élevage de poissons destinés à la consommation, au repeuplement, à l'ornement, à des fins expérimentales ou scientifiques ainsi qu'à la valorisation touristique,

- les plans d'eau exploités pour la production de poissons, en dehors de ceux communiquant avec les cours d'eau, canaux et ruisseaux.

Art. 11 : Sont autorisés à intervenir sur les étangs de pisciculture extensive le propriétaire ou l'exploitant de la pisciculture, et/ou les personnes qu'il aura désignées.

Dans la zone des eaux libres périphériques et sur la Chiers, l'Orne et leurs affluents, les autorisations de tir pourront être délivrées :

- sur le domaine public fluvial : aux détenteurs du droit de chasse du gibier d'eau et à leurs ayants-droits

- sur les autres cours d'eau : aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

Art. 12 : Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2).

Art. 13 : En cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, la durée de l'autorisation de tir peut être prolongée jusqu'à la fin des opérations, sans pouvoir dépasser le 30 avril.

Le tir est interdit sur les sites de nidification des oiseaux d'eau.

L'exploitant s'engage à ne réaliser aucun effarouchement sonore à l'aide de canons à gaz au cours du mois d'avril.

III - Opération pour la protection d'espèces de poissons menacées

Art. 14 : Sur le Rupt-de-Mad, l'Esch, le Madon et la Mortagne, les autorisations de tir pourront être délivrées aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent, encadrés par des agents assermentés (agents de l'ONEMA, de l'ONCFS ou lieutenants de louveterie) qui doivent impérativement être prévenus avant le début des opérations.

Art. 15 : Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (annexe 2 bis).

Art. 16 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée :

- au chef du service départemental de l'ONEMA
- au chef du service départemental de l'ONCFS
- au président de l'association départementale des lieutenants de l'ouvetier
- au président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau
- au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- au délégué régional de l'ONEMA
- au président de la fédération départementale des chasseurs
- au directeur du service de la navigation du nord-est
- au directeur de Voies navigables de France

Nancy, le 18 septembre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Les annexes sont consultables à la DDAF – service Forêt Chasse et Milieux Naturels – 45, rue Ste-Catherine 54043 NANCY CEDEX

RAPPEL

L'emploi de grenaille de plomb est interdit dans les zones humides (marais non asséchés, fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau).

Extrait de l'arrêté n° 2008/325 du 26 septembre 2008 prononçant une distraction et une application du régime forestier - commune de Ancerville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire Communal
	Section	N° de parcelle	Lieu-dit		
Commune de Ancerville	D	230 (soit parcelle 3 partie)	Bois de Ste Agathe	0,5100	Ancerville

Art. 2 : Il sera fait application du régime forestier sur la parcelle ci-après à compter de la date de signature de l'acte de l'échange.

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieu-dit		
Commune de Ancerville	D	2	Bois de Ste Agathe	0,5100	Ancerville

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle sud de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Ancerville.

Nancy, le 26 septembre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Extrait de la décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 1^{er} octobre 2008 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association ASSISTANCE VIE A DOMICILE - 23 avenue Foch – 54270 ESSEY LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'association ASSISTANCE VIE A DOMICILE - 23 avenue Foch – 54270 ESSEY LES NANCY - SIRET 487 499 279 000 23 code ape 853 J. est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail. Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Art. 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 1^{er} octobre 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de la décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 1^{er} octobre 2008 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association CARREFOUR JEUNESSE – Allée du Parc – Centre Socio Culturel – 54910 VALLEROY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'association CARREFOUR JEUNESSE – Allée du Parc – Centre Socio Culturel – 54910 VALLEROY.

SIRET 449 348 853 000 10 code ape 913 E.

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Art. 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 1^{er} octobre 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

AUTRES SERVICES

Rectorat de l'académie de Nancy-Metz

Secrétariat général

Service des affaires juridiques et contentieuses

Arrêté de délégation rectorale de signature du 14 octobre 2008 à Monsieur l'Inspecteur d'académie, Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz

VU le décret du 16 juillet 2004 nommant Monsieur Michel LEROY, Recteur de l'Académie de Nancy-Metz ;

VU le décret du Président de la République du 20 décembre 2004 nommant et détachant Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Inspecteur d'Académie, Inspecteur Pédagogique Régional dans l'emploi d'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Meurthe et Moselle, à compter du 15 novembre 2004 ;

VU le décret du Président de la République du 27 novembre 2006 nommant Monsieur Francis MORLET, Inspecteur d'Académie, Inspecteur pédagogique régional, dans l'emploi d'Inspecteur d'Académie adjoint de Meurthe et Moselle, à compter du 11 octobre 2006 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 août 2008 mutant à compter du 01 septembre 2008 Madame Brigitte COURBET, Inspectrice de l'Éducation Nationale, enseignement du 1^{er} degré, de l'Académie de Nancy-Metz, Inspection Académique de Meurthe et Moselle, circonscription de Jarville, adjointe à l'Inspecteur d'Académie de Meurthe et Moselle, circonscription de Nancy 4 adjoint IA ;

VU l'arrêté ministériel du 03 octobre 2007 nommant Monsieur Michel CLEMENS, conseiller d'administration scolaire et universitaire hors classe, dans l'emploi de Secrétaire Général d'administration scolaire et universitaire de l'Inspection Académique de Meurthe et Moselle.

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, et dans le respect de la réglementation en vigueur, les décisions suivantes :

1 - Actes pris en application de l'article D.222-20 et D.222-27 du Code de l'Éducation.

1.1 - Au niveau départemental : gestion des épreuves d'éducation physique et sportive des baccalauréats général, technologique et professionnel ainsi que des CAP et BEP ponctuels.

1.2 - Au niveau académique : organisation et sujets des examens de niveau V (CAP-BEP – MC) désignation des jurys, déroulement des épreuves, (y compris l'EPS en contrôle en cours de formation), établissement des diplômes, organisation et sujets du concours de recrutement de professeurs des écoles ainsi que le concours général des lycées et des olympiades de mathématiques.

1.3 - Gestion, notification et mandatement des bourses nationales d'études du second degré, des bourses d'adaptation, des bourses au mérite aux établissements publics locaux d'enseignement dans le cadre de l'unité opérationnelle vie de l'élève.

1.4 - Gestion des crédits de fonctionnement et d'intervention de l'unité opérationnelle enseignement scolaire public premier degré et de l'unité opérationnelle du programme soutien de la politique de l'Éducation Nationale.

1.5 - Notification des fonds sociaux, des crédits C E S C (comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté) du budget opérationnel de programme enseignement scolaire public second degré au collège ainsi que la gestion et la notification du budget opérationnel enseignement privé second degré.

2. - Actes pris en application du décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié et des arrêtés pris pour son application.

2.1 - Gestion des élèves professeurs des écoles et des professeurs des écoles stagiaires :

Toutes décisions énumérées par l'arrêté du 23 septembre 1992 à l'exception de celles relatives à la nomination, à l'affectation dans un département de l'académie, à l'autorisation de renouvellement de l'année du cycle préparatoire au second concours interne, à la délivrance du diplôme professionnel de professeur des écoles, à l'autorisation de prolongation de stage ainsi que le transfert de scolarité hors académie et dispense de formation statutaire I U F M.

3 - Pour tous les personnels en fonction dans le département, à l'exception de ceux affectés dans les établissements d'enseignement supérieur.

3.1 - Autorisations d'absence autres que celles qui, en vertu des dispositions qui les réglementent, relèvent expressément de la compétence de l'Inspecteur

d'Académie ou du « Chef de Service ». Sont ainsi notamment concernées les autorisations spéciales d'absence prévues par l'article 14 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique.

3.2 - Congés pour formation syndicale avec traitement d'une durée maximale de douze jours ouvrables par an, prévus par le décret n° 84-474 du 15 juin 1984.

3.3 - Décisions relatives aux demandes de dérogation à l'obligation d'occuper un logement de fonction et à l'obligation de résidence.

4 - Gestion des établissements et des personnels d'enseignement privés (décret n° 60-389 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 60-390 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 78-252 du 8 mars 1978 modifié).

4.1 - Actes de gestion relatifs aux maîtres contractuels ou agréés et auxiliaires, délégués rectoraux, en fonction dans les établissements d'enseignement privés du premier degré (écoles), y compris autorisations d'absence telles que définies au paragraphe 3.1 ci-dessus, à l'exclusion de la prolongation d'activité au-delà de 60 ans.

Art. 2 : Pour l'application du décret n° 65-845 du 04 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations des personnels civils de l'État, et, au vu des dispositions de l'arrêté du 07 janvier 2003 modifié, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur et de l'arrêté S.G.A.R. n° 2007-201 en date du 09 juillet 2007 portant délégation de signature à monsieur Michel LEROY, Recteur de l'Académie de Nancy-Metz relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses s'y rattachant, subdélégation de signature est donnée à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes pièces relatives à la gestion des traitements et de leurs accessoires : des personnels enseignants du premier degré de l'enseignement public et de l'enseignement privé ; des assistants d'éducation affectés aux missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaire des enfants handicapés ainsi que des intervenants en langues étrangères dans les écoles élémentaires.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté seront exercées par :

- Monsieur Francis MORLET
Inspecteur d'Académie Adjoint
- Madame Brigitte COURBET
Inspectrice de l'Éducation Nationale Adjointe
- Monsieur Michel CLEMENS
Secrétaire Général de l'Inspection Académique

Art. 4 : Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 14 octobre 2008

Le recteur,
Michel LEROY

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Délégation de signature du 8 octobre 2008 relative à l'engagement et à la liquidation de certaines opérations de dépenses

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu la loi n° 91-748 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

DECIDE

Art. 1^{er} : Une délégation d'engagement et de liquidation de certaines opérations de dépenses est donnée à :

- Madame LABRUDE, Pharmacien-Chef : délégation principale pour l'ensemble des comptes figurant en annexe
- Mademoiselle COMMUN, Pharmacien : délégation secondaire pour les mêmes comptes que le bénéficiaire de la délégation principale
- Madame PERRIN, Pharmacien : délégation secondaire pour les mêmes comptes que le bénéficiaire de la délégation principale

Art. 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour chaque titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires d'achat (Code des Marchés Publics)

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières

de rendre compte mensuellement à la Direction des opérations effectuées en faisant ressortir les crédits engagés et les crédits disponibles.

Art. 3 : Chaque titulaire de délégation a l'entière responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle

de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures d'achat et de liquidation.

Art. 4 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 octobre 2008

Le Directeur Général
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

Extrait de la décision du 12 septembre 2008 concernant un acte réglementaire relatif à la suppression de la déclaration de ressources pour les prestations familiales

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un nouveau traitement automatisé de données à caractère personnel destiné à recueillir auprès de l'administration fiscale les données fiscales, en lieu et place des déclarations de ressources communiquées par les allocataires, nécessaires à l'ouverture, au maintien des droits et au calcul des prestations familiales.

Ce rapprochement d'informations entre la Mutualité Sociale Agricole et la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) porte sur les ressources des allocataires.

Art. 2 : Les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- des données d'identification (nom, prénom, date et lieu de naissance),
- numéro de sécurité sociale (NIR),
- la situation familiale (marié, célibataire, pacsé, etc),
- l'adresse,
- la situation économique et financière (revenus déclarés servant à l'attribution des prestations familiales).

Art. 3 : Les destinataires de ces informations sont :

- la CCMSA,
- les CMSA,
- la DGFIP.

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Le droit d'opposition prévu par l'article 38 alinéa 1^{er} de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas au présent traitement, celui-ci ayant un caractère obligatoire.

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de cet acte réglementaire qui sera affiché dans les locaux de chacune des caisses de mutualité sociale agricole concernées et sur le site Internet de la MSA.

Bagnolet, le 12 septembre 2008

Le directeur général adjoint de la caisse centrale
de la mutualité sociale agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de la décision ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur Général, Monsieur Jean-Marie GERARD. »

Vandœuvre-lès-Nancy, le 30 septembre 2008

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

